

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: [Washington découvre des terroristes en Syrie](#)[Une nouvelle loi antite](#)

## La une

[Qui sont les groupes armés en Syrie ?](#)[La dangereuse ère de la télécommande](#)[Le droit international permet-il de soutenir ouvertement l'opposition armée en Syrie ?](#)[C. Rice : Assad contrarie nos projets et l'Iran est le Karl Marx d'aujourd'hui !](#)[Israël continue le bombardement massif de Gaza au milieu de pourparlers en vue d'une trêve](#)[Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib](#)[2007-2012 : 6 années qui ébranlèrent les banques](#)[Israël rappelle 75 000 soldats sous les drapeaux pendant que les bombardements se poursuivent à Gaza](#)[Tous les articles](#)

## ACTUALITÉS

## LES PLUS PARTAGÉS

### RÉGIONS

### THÈMES

### ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter\*

## Faire un don maintenant

[Recherche](#)[Liste des pays](#)[Auteurs](#)

[Suivre Mondialisation.ca](#)

# L' « État de droit » et les assassinats étatiques

De [David North](#) et [Bill Van Auken](#)  
Global Research, 10 décembre 2012  
[wsws.org](http://www.wsws.org)Région : États-Unis  
Thème: Droits humains et État policier

-- Like 50 -- 0 --



Il y a des moments où des déclarations publiées dans des journaux sont tellement significatives que l'on peut à juste titre prédire qu'elles seront citées pendant plusieurs années à venir.

Tel est le cas d'un éditorial publié le 29 novembre par le *New York Times* intitulé « Des règles pour les assassinats ciblés » (en anglais, « Rules for Targeted Killing »). Cela marque une autre étape dans le rejet des droits démocratiques fondamentaux et des principes constitutionnels par

l'establishment politique américain.

L'éditorial note avec approbation que l'administration Obama est en train de « développer des règles pour déterminer quand tuer des terroristes à travers le monde ».

La création de ces « règles » aurait été motivée par des préoccupations dans l'administration selon lesquelles des « normes et des procédures » devaient être mises en place advenant une défaite d'Obama dans les élections. Sans aucun doute, une motivation plus convaincante est la peur qu'un jour ils pourraient tous être trouvés coupables de crimes de guerre. Les nouvelles règles, et l'éditorial du *Times* lui-même, sont une admission tacite de criminalité.

Néanmoins, le *Times* fait l'éloge de ce « premier pas vers la reconnaissance que lorsque le gouvernement tue des gens hors du champ de bataille, il doit suivre des directives officielles basées sur l'État de droit – particulièrement lorsque la vie d'un citoyen américain est en jeu. »

Qualifier un tel vocabulaire d'« orwellien » lui rendrait à peine justice.

Les « assassinats ciblés » ou « lorsque le gouvernement tue des gens hors du champ de bataille » sont des euphémismes évidents pour des assassinats par l'État et des meurtres extrajudiciaires, qui sont explicitement interdits par le droit international et proscrit par la Constitution américaine. Pendant les quatre dernières années, l'administration Obama a commis de tels crimes à une échelle industrielle par les attaques de missiles par drones.


Quant au fait que cette politique cible les « terroristes », ce mot est devenu une composante essentielle du jargon administratif de Washington, utilisé pour décrire toute personne qui est perçue comme un obstacle direct ou potentiel aux intérêts américains mondiaux et pour étiqueter, après coup, toute personne que les États-Unis auraient tuée.

L'éditorial reconnaît que la CIA, qui utilise des avions pilotés à distance, a réalisé plus de 320 attentats au Pakistan seulement, tuant au moins 2 560 personnes. Selon les registres tenus par le gouvernement pakistanais, 80 pour cent des morts sont des civils innocents. Des milliers d'autres ont été horriblement mutilés par des missiles Hellfire et ont subi des lésions cérébrales, ont perdu des membres ou ont été victimes de graves brûlures.

On retrouve plusieurs Américains parmi les cibles d'assassinats à distance, dont l'imam natif du Nouveau-Mexique Anwar al-Awlaqi et Samir Khan, tués le 30 septembre de l'année dernière, ainsi que le fils d'Awlaki âgé de 16 ans, Abdulrahman al-Awaki, tué deux semaines plus tard, tous les trois au Yémen.

Le *Times* affirme que « les directives officielles fondées sur l'État de droit » doivent être respectées « particulièrement lorsque la vie d'un citoyen américain est en jeu ». L'implication évidente est qu'assassiner un non-citoyen n'est pas une préoccupation majeure et peut être effectué plus ou moins à volonté, une distinction odieuse qui n'existe nulle part dans la Constitution américaine.

**Sign Up** Create an account or **log in** to see what your friends like.

 **Mondialisation.ca** on Facebook  
Like 3,011  
Facebook social plugin

Mondialisation.ca sur Twitter

No Tweets Available

Suivre @CRM\_CRG 393 abonnés

### Nos livres (anglais)



**Towards a World War III Scenario**  
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**America's "War on Terrorism"**  
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**Globalization of Poverty and the New World Order**  
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation**  
by F. William Engdahl

Buy Now!



**SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty**  
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty**  
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



**The Global Economic Crisis**  
by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

Buy Now!

Boutique en ligne

La conception plus fondamentale, toutefois, est que « les directives officielles » – l'éditorial souligne ailleurs que les « règles d'assassinat... doivent être rigoureuses et formelles – rendent légitime d'une façon ou d'une autre ce qui est sans conteste le crime le plus abominable qu'un gouvernement puisse commettre – tuer quelqu'un sans l'application d'une procédure équitable.

Dire de certaines « règles » ou « directives » adoptées par le pouvoir exécutif pour régir ces meurtres qu'elles sont « fondées sur l'État de droit » est à la fois juridiquement frauduleux et moralement obscène. L'ensemble du programme des assassinats par drones représente une répudiation en pratique des principes fondamentaux du droit, allant de l'habeas corpus au droit de confronter ses accusateurs et au droit à un procès par un jury formé de ses pairs.

Une pratique criminelle en soi ne peut être devenir légale, et encore moins constitutionnelle, en la masquant d'une série de procédures et de règles élaborées en secret en mises en place par de hauts fonctionnaires de l'État. À son époque, le régime nazi a élaboré toutes sortes de procédures secrètes pour justifier les meurtres de masse. Les directives et règles concoctées par Obama et ses conseillers de l'armée et du renseignement au cours des sessions du « mardi de la terreur » ne peuvent pas plus rendre légitime cette pratique que les règles et régulations volumineuses promulguées par le Troisième Reich pouvaient légaliser les meurtres de masse sous les nazis.

Si le gouvernement américain a le pouvoir de mener l'exécution extrajudiciaire de citoyens américains et de non-citoyens outre-mer indifféremment, ce n'est qu'une question de temps – c'est-à-dire une question d'attendre une opportunité politique soigneusement élaborée – avant que le président ordonne un assassinat à l'intérieur des États-Unis.

Cette conclusion est implicite dans l'éditorial du *Times*, où il est écrit de manière peu convaincante que « des méthodes policières traditionnelles devraient être employées en sol américain ». Le fait que le *Times* se sente obligé d'inclure ce timide rappel dans son éditorial ne peut vouloir dire que la rédaction du journal est bien consciente que la pratique d'assassinats ciblés aux États-Unis est déjà envisagée activement par l'administration Obama. Rien à ce point-ci n'est « hors de question » lorsqu'il s'agit d'exercer la violence d'État.

L'éditorial soutient que « si un citoyen américain est pris pour cible à l'étranger, l'application d'une procédure équitable est nécessaire ». En quoi va consister cette « procédure équitable » ? Clairement, il ne s'agira en aucun cas des droits garantis par la Constitution des États-Unis. Ce sera plutôt un ensemble de procédures administratives mises sur pied par une clique composée d'officiers militaires, d'agents du renseignement et du président des États-Unis. Ceux-ci agiront à titre de juge, jury et bourreau.

Le *New York Times* insinue que les règles officielles d'une procédure équitable pourraient être respectées par « la création d'un tribunal spécial, comme le Foreign Intelligence Surveillance Court, qui pourrait évaluer les preuves accumulées avant que le nom d'une personne ciblée ne soit inscrit sur la liste d'assassinat ».

Autrement dit, l'État mettrait en place une Chambre étoilée – un organe secret extralégal – dont la fonction serait d'entériner sans discuter les meurtres ordonnés par la CIA et l'armée, de manière semblable au rôle que joue le tribunal de la FISA face à l'espionnage national par le gouvernement.

Il va sans dire que chaque membre de ce « tribunal spécial » serait aussi un membre de longue date, évalué avec soin, de la bureaucratie des services du renseignement, qui promettrait de garder le secret.

Il y a un peu plus d'une décennie, Washington condamnait publiquement les « assassinats ciblés », un terme inventé par Israël pour justifier son programme illégal d'assassinats contre les Palestiniens. Une génération avant, les assassinats perpétrés par la CIA, qui lui ont donné le surnom de Meurtre inc., avaient fait l'objet de vastes enquêtes du Congrès et d'audiences qui avaient conclu que de tels assassinats étaient illégaux.

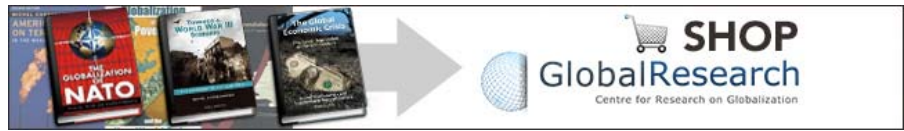
Le 5 juin 1975, le *New York Times* citait avec approbation le maintenant défunt sénateur Frank Church et sa condamnation des assassinats d'État. « Peu importe qui en a donné l'ordre. Un meurtre est un meurtre. Les États-Unis ne sont pas un pays malfaisant et nous ne pouvons tolérer un gouvernement malfaisant. »

Trente-sept ans plus tard, le *Times* n'a aucune objection de principe aux assassinats. Tout ce qu'il souhaite est que les meurtres soient perpétrés dans le respect de règles bureaucratiques.

L'éditorial du *Times* offre un aperçu de la mentalité qui domine au sein de couches de plus en plus importantes de l'élite dirigeante et de sa riche périphérie. Ils ne reculeront devant rien – les guerres, le meurtre et la terreur – pour obtenir ce qu'ils veulent.

**David North**

**Bill Van Auken**



**3gstore In Fraud**  
[shutdown-3gstore-in.blogspot.in](http://shutdown-3gstore-in.blogspot.in)  
 Are You A Victim Of 3gstore Non Delivery Of Products

Like 50 0

Articles de :

**David North et Bill Van Auken**

**Sur le même sujet:**



**L'art de la guerre : L'Anonyme Assassinats d'état**

Ils suscitent une condamnation unanime, ces killers des bandes criminelles qui, s'ils sont découverts, sont punis de la peine capitale ou de la prison à perpétuité. Quand par contre c'est l'Etat qui les envoie, ils sont communément considérés comme légitimes et récompensés pour leurs mérites.



**États-Unis : L'institutionnalisation des assassinats d'État et l'élection du 6 novembre**

Avec un peu plus d'une semaine avant l'élection présidentielle du 6 novembre, tout le spectre politique de la pseudo-gauche américaine exerce un maximum de pression afin de faire sortir le vote pour Obama en prétendant que la réélection du démocrate...

**Albanie : État de droit, caméra cachée et video games**

Le vice-Premier ministre Ilir Meta a démissionné vendredi après la diffusion sur la télévision Top Channel d'une vidéo le montrant en train de négocier des commissions illégales. Ce document a été filmé par l'ancien ministre de l'Économie Dritan Prifti,...

**Cour suprême israélienne et assassinats ciblés**

La Haute Cour de Justice israélienne a jugé jeudi 14 décembre que la politique d'assassinats ciblés, largement utilisée par l'armée israélienne contre les Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, ne contrevient pas au droit international.

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: [publications@globalresearch.ca](mailto:publications@globalresearch.ca)

[www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca) contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

Copyright © David North et Bill Van Auken, [wsws.org](http://www.wsws.org), 2012

English Français  
 Español Italiano  
 Deutsch Portuguais  
 srpski العربية

**Actualités**  
**Liste des pays**  
**Auteurs**  
**Les plus partagés**  
**Liens**  
**Contactez-nous**

**Themes**

Crimes contre l'humanité  
 Loi et Justice  
 Histoire, société et culture  
 11 sept. Guerre au terrorisme  
 Désinformation médiatique  
 Politique et religion  
 Science et médecine  
 Nations Unies  
 Droits des femmes

**Geographic Region**

États-Unis  
 Canada  
 Moyen Orient  
 Amérique latine & Caraïbe  
 Europe  
 Afrique subsaharienne  
 Russie et CEI  
 Asie  
 Océanie

[Vie privée](#) Copyright © 2005-2012 Mondialisation.ca